



Montpellier, le 21 novembre 2023

**Parents d'élèves, personnels de l'éducation nationale et du médico social**, nous nous sommes réunis et avons pris connaissance de l'état des lieux dressé par la conférence nationale sur l'inclusion systématique qui s'est tenue à Paris le 17 novembre.

Les nombreux témoignages dressent un constat accablant :

- élèves privés de soins, d'enseignement spécialisé ou adapté, dont la souffrance entraîne des comportements dangereux
- élèves impactés par ces comportements et placés dans des conditions d'apprentissages dégradées
- personnels culpabilisés et subissant violences physique et verbale et maltraitance en palliant ce défaut de soins
- parents trompés et subissant un parcours du combattant

Cette situation de maltraitance institutionnelle des élèves et des personnels, de détresse des parents confrontés au non-respect des notifications de la MDA, au manque de soins et de moyens ne peut plus durer.

La réduction des places en établissements médico-sociaux décidée pour réduire les coûts de prise en charge du handicap depuis la loi de 2005 constitue une négation du droit des élèves en situation de handicap à bénéficier de conditions d'apprentissages adaptées à leurs difficultés.

Nous avons appris le passage en force du gouvernement pour imposer, par un 49.3 l'article 53 du Projet de Loi de Finances 2024 qui lance la mise en œuvre de « l'acte II de l'École inclusive » (Transformation des PIAL en PAS, notifications par l'Éducation Nationale et non plus par les MDPH, fusion AESH/AED...), ce qui permettrait de réduire l'accompagnement des élèves et donc encore plus d'économies sur le dos des plus fragiles.

En conséquence, nous faisons nôtre l'appel de la conférence pour :

- la défense de l'enseignement spécialisé et adapté
- le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux
- un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
- le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive et de l'article 53 du projet de loi de finance créant les PAS

Nous y ajoutons les revendications suivantes :

- l'ouverture en urgence des 400 places en IME et ITEP, et des 90 places en ULIS dans l'Hérault
- le maintien de l'internat du CESDA
- la création des postes d'enseignants spécialisés nécessaires à ces ouvertures et à la restauration de RASED complets
- l'abandon des PIALS
- le recrutement des AESH qui manquent pour répondre à toutes les notifications

et permettre à tous les élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement à la hauteur de leurs besoins.

Nous décidons de préparer la grève et la montée à Paris le 25 janvier par l'organisation de :

- réunions dans l'unité la plus large possible, syndicale, professionnelle et associative
- conférences de presse
- audience au Préfet, DASEN
- pétition
- envoi de courrier aux élus

Premiers signataires : 1école 1avenir, FCPE 34, SNUDI FO 34,.....

ainsi que :

Claire PERROCHIA, orthophoniste

Sophie LAPLANCHE, parent d'élève

Monique DEMANTE, parent délégué et DDEN

Muriel KOSMAN, orthophoniste

Florian LIBERAL, parent délégué et porte parole de l'association 1école 1avenir,.....